



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-huitième session

Rome, 8 - 9 décembre 1999

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE DU GUATEMALA

POUR LE

**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL
DE LA RÉGION DE LAS VERAPACES**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements dégagés des activités antérieures du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Guatemala	3
DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME	4
A. Zone du programme et groupe cible	4
B. Objectifs et stratégie du programme	4
C. Composantes	5
D. Coûts et financement	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	12
H. Risques	13
I. Impact sur l'environnement et pérennité du programme	13
J. Aspects novateurs	14
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	14
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	14
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	15



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD LOANS TO GUATEMALA (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA À LA RÉPUBLIQUE DU GUATEMALA)	2
III. INDICADORES DE RESULTADO (INDICATEURS DE RÉSULTAT)	3
IV. PROGRAMME IMPLEMENTATION CRITERIA (CRITÈRES D'EXÉCUTION DU PROGRAMME)	4
V. ORGANIGRAMA (ORGANIGRAMME)	5
VI. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	6
VII. FINANCING PLAN BY CATEGORIES (PLAN DE FINANCEMENT)	8
VIII. ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS (ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)	9



TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Quetzal (GTQ)
1,00 USD	=	7,0 GTQ
1,00 GTQ	=	0,14 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

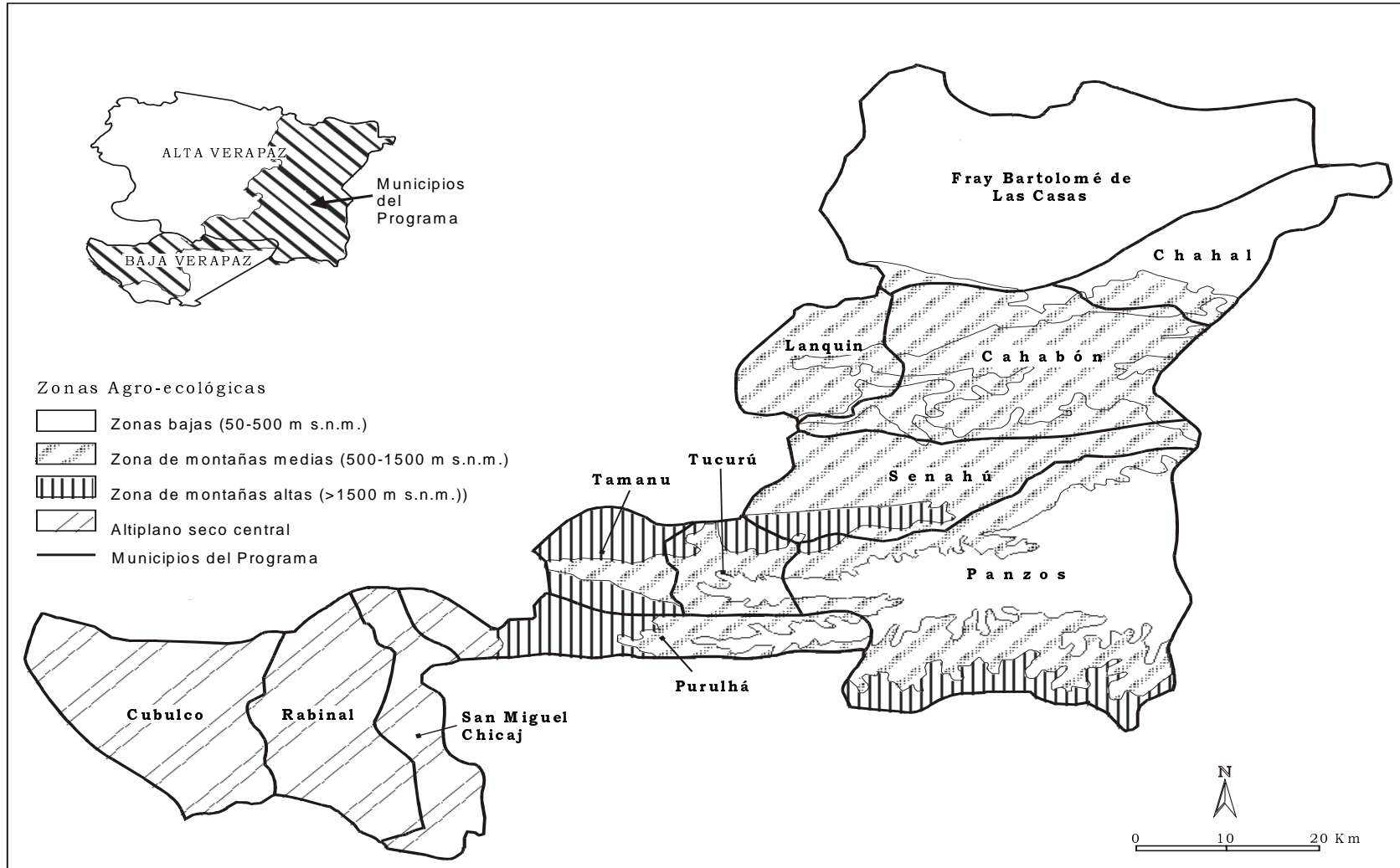
BANRURAL	Banco Nacional para el Desarrollo Rural (Banque nationale pour le développement rural)
FONAPAZ	Fondo Nacional para la Paz (Fonds national pour la paix)
GTZ	German Agency for Technical Coopération (Office allemand de la coopération technique)
ONG	Organisation non gouvernementale
UCP	Unité de coordination du programme
BSP/ONU	Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU GUATEMALA

Année budgétaire

1^{er} janvier - 31 décembre

CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME



Source: Mission d'évaluation prospective.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE DU GUATEMALA

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA RÉGION DE LAS VERAPACES

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION À L'ORIGINE DU BUDGET:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République du Guatemala
ORGANISME D'EXÉCUTION:	FONAPAZ (Fonds national pour la paix)
COÛT TOTAL DU PROJET:	26,0 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	10,85 millions de DTS (équivalant approximativement à 15,0 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt équivalant à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds.
COFINANCEUR:	Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)
MONTANT DU COFINANCEMENT:	5,0 millions de USD
CONDITIONS DU COFINANCEMENT:	17 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt de 2% par an et une commission de service de 1% sur les montants décaissés et non remboursés.
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	3,7 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	2,3 millions de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU)

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires?

Le groupe cible se compose de quelque 53 700 familles indigènes pauvres, représentant 95% des ménages ruraux de la zone du programme. Les efforts seront plus particulièrement concentrés sur les petits paysans dont le niveau de revenu est inférieur au seuil de pauvreté estimé à 1,40 USD par personne et par jour, et le programme bénéficiera directement à environ 16 000 familles rurales.

Pourquoi sont-ils pauvres?

La pauvreté qui sévit en milieu rural tient à plusieurs facteurs: accès limité à la terre; absence de services (surtout dans le domaine financier); faible degré d'intégration du marché; absence de possibilités d'emplois dans le secteur non agricole; très faible taux de scolarisation. Dans la catégorie des pays à revenu faible ou intermédiaire, le Guatemala arrive en troisième place pour ce qui est des inégalités de revenu, le quintile le plus pauvre de sa population absorbant 2% seulement de la richesse nationale. Le Guatemala a également le plus faible taux de scolarisation de toute l'Amérique latine, si l'on excepte Haïti. Ces indicateurs sont encore plus mauvais pour les populations indigènes, les femmes et les ruraux. En outre, un coefficient de Gini égal à 0,85 pour la répartition des terres témoigne d'une situation parmi les plus déséquilibrées d'Amérique latine. Enfin, trois décennies de guerres civiles ont eu des conséquences désastreuses pour le pays et surtout pour les zones rurales qui ont le plus souffert du point de vue aussi bien du nombre de victimes que de la marginalisation des populations et de leur déplacement à l'intérieur et hors du territoire national.

Que peuvent-ils attendre du programme?

Le programme revitalisera l'économie régionale en investissant dans le capital humain, physique et social. Il créera des emplois, augmentera la capacité de production des petits paysans et contribuera à mettre sur pied une stratégie de développement qui respecte et défende à la fois la culture et l'identité des bénéficiaires. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: a) augmenter le revenu des paysans indigènes en encourageant le développement d'activités agricoles et non agricoles génératrices de revenu; b) promouvoir et consolider les organisations paysannes, et renforcer les institutions locales; c) renforcer le rôle des femmes et assurer leur entière participation aux activités sociales et économiques du programme; d) préserver la base de ressources naturelles pour les générations futures grâce à une gestion conservatoire de l'environnement; e) promouvoir l'intégration des communautés rurales à l'économie locale et nationale, afin de contribuer à la consolidation du processus de paix.

Comment vont-ils participer au programme?

Le programme reposera sur l'approche dite « à la demande et à la carte ». Au départ, le personnel d'intervention aidera les bénéficiaires à recenser et à hiérarchiser les besoins, ainsi qu'à se doter de moyens de gestion et de planification. Compte tenu des objectifs retenus, les bénéficiaires présenteront ensuite des propositions susceptibles d'être financées par le programme dans le cadre d'accords avec des organisations du secteur privé et/ou public. Trois grandes étapes sont prévues: a) mise en place du programme (quatre ans); b) développement des activités (quatre ans); c) consolidation et pérennisation des résultats (deux ans). En outre, le programme adoptera une stratégie et des méthodes tenant dûment compte des besoins et des spécificités de chaque sexe dans tous les domaines, et il s'appuiera sur l'expérience des organisations locales publiques et privées qui travaillent dans la même région, ainsi que sur les opérations antérieures du FIDA au Guatemala.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE DU GUATEMALA
POUR
LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA RÉGION DE
LAS VERAPACES

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République du Guatemala d'un montant de 10,85 millions de DTS (équivalant approximativement à 15,0 millions de USD) à des conditions intermédiaires, en vue de contribuer au financement du Programme de développement rural pour Las Verapaces. Le prêt aura une durée de 20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera administré par le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU) en qualité d'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. La République du Guatemala se trouve en Amérique centrale, entre la République d'El Salvador au sud, le Honduras à l'est, le Belize au nord-est et le Mexique au nord-ouest. Elle s'étend sur un territoire de 108 889 km² et compte une population de 10,8 millions d'habitants. Les deux tiers environ des actifs, soit au total 3 millions de personnes, travaillent dans l'agriculture, et la population se compose pour près de 60% de ruraux, dont 81% appartiennent à des peuples indigènes. L'économie est essentiellement agricole, l'agriculture, la foresterie et la pêche réunissant à elles trois plus de la moitié de la main-d'œuvre du pays. La société guatémaltèque est profondément cloisonnée et se caractérise par d'énormes disparités dans la répartition du revenu et de la terre.

2. **Agriculture.** En 1998, le secteur agricole représentait 24% du produit intérieur brut (PIB), employait 53% de la population active et rapportait au pays plus de la moitié du total de ses recettes d'exportation. Environ 70% des terres exploitées portent des cultures de base (maïs et haricots). Le régime alimentaire de la famille paysanne, en particulier chez les indigènes, se compose essentiellement de maïs (culture qui possède aussi une dimension cérémoniale) et de haricots. En 1995, l'économie paysanne produisait 18% du total des cultures de base.

3. À la fin d'octobre 1998, l'Amérique centrale a été frappée par le cyclone Mitch, qui a causé d'énormes dégâts à l'agriculture et détruit une grande partie des infrastructures dans la zone du programme. Il a été tenu compte de cette situation dans l'élaboration du programme afin de soutenir et de faciliter les efforts de redressement.

4. Outre le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation, trois institutions publiques décentralisées s'occupent de l'agriculture au Guatemala: l'Institut national des forêts, la Banque nationale pour le développement rural (BANRURAL) et l'Institut de la science et de la technologie

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

agricoles. Il existe également un Conseil national pour le développement agricole, ainsi que des réseaux de développement agricole couvrant les différentes activités du secteur. La BANRURAL est l'institution la plus importante dans le domaine des services financiers ruraux.

5. **Pauvreté rurale.** De tous les pays du monde à revenu faible ou intermédiaire, le Guatemala arrive en troisième position, devancé seulement par le Brésil et le Pakistan, pour ce qui est des inégalités de revenu. Le quintile le plus pauvre de sa population ne se partage que 1,9% de la richesse nationale. Le Guatemala a aussi le plus faible taux de scolarisation de toute l'Amérique latine, à l'exception de Haïti. La mortalité infantile y est de 43 pour 1 000 naissances vivantes et la mortalité maternelle, de 110 pour 100 000 naissances vivantes. Environ 16% des nouveau-nés souffrent d'insuffisance pondérale et le taux de malnutrition infantile est de l'ordre de 50%. Ces indicateurs sont encore plus mauvais pour les groupes indigènes, les femmes et les populations rurales.

6. Au cours des dix dernières années, les familles pauvres représentaient entre 75 et 80% de la population du Guatemala, et 87% de la population rurale. Ces taux sont plus élevés dans la population indigène, qui vit pour plus de 90% au-dessous du seuil de pauvreté (contre 66% pour la population non indigène). Si l'analphabétisme touche environ 40% de la population totale, dont 60% de femmes, il atteint un taux de 60% dans la population indigène, contre 24% dans la population non indigène. D'après une étude réalisée en 1993 par le Secrétariat de la planification économique, le taux de malnutrition infantile dépasse 38%.

7. D'après le dernier levé cadastral (1979), 2,5% des exploitations agricoles du pays, ayant une taille moyenne de 200 ha, occupent 65% des terres agricoles, tandis que 88% de l'ensemble des exploitations, dont la taille moyenne est de 1,5 ha, en utilisent 16%. Près de 90% des exploitations qui constituent le secteur paysan font moins de 7 ha, et environ 40% de la population économiquement active ne possède pas de terre.

8. La pauvreté rurale est principalement liée aux facteurs suivants: absence d'accès à la terre et aux ressources productives, en particulier à l'eau, fragmentation des exploitations et inefficacité des systèmes de commercialisation. S'y ajoutent en outre l'absence de services financiers et de moyens technologiques, la faiblesse du système de vulgarisation et de l'assistance technique, l'isolement des petits producteurs vis-à-vis du secteur agro-industriel et la dégradation de la base de ressources naturelles, principalement à cause du déboisement et de l'appauvrissement des sols.

9. Dans les campagnes, la pauvreté est un risque généralement plus important pour les femmes que pour les hommes, et il y a plus de femmes pauvres en milieu rural qu'en milieu urbain. Le conflit armé, qui a fait 100 000 veuves et 250 000 orphelins, a aggravé la condition des femmes rurales au Guatemala. C'est l'une des raisons qui explique notamment l'accroissement du nombre de femmes chefs de familles dans les zones rurales.

10. D'après les enquêtes menées auprès des ménages et les études de la Banque mondiale sur la pauvreté, le seuil de pauvreté rurale se situe à 1,40 USD par personne et par jour, et le seuil d'extrême pauvreté à 0,80 USD par personne et par jour. Quelque 53 700 ménages, soit 95% du total, ont un revenu inférieur au seuil de pauvreté dans la zone du programme.

B. Enseignements dégagés des activités antérieures du FIDA

11. **Activités.** Le FIDA est présent au Guatemala depuis 1986. Son portefeuille de prêts dans ce pays s'élève à 34,2 millions de USD au total, pour quatre projets d'une valeur globale de 82,8 millions de USD, à savoir: Projet relatif à l'élaboration et à la diffusion de techniques agricoles et à la production de semences (prêt No 154-GM); Projet de développement de la petite production



rurale au Zacapa et Chiquimula (prêt No 251-GM); Projet de développement rural des hauts plateaux de Cuchumatanes (prêt No 296-GM); Programme de développement rural et de reconstruction dans le département de Quiché (prêt No 435-GT). Les deux derniers sont en cours d'exécution².

12. **Enseignements dégagés.** Un bilan effectué par le FIDA (en juillet 1997) avant l'évaluation définitive du projet Zacapa-Chiquimula, lequel présente certains points communs avec le programme envisagé, dégage les leçons et recommandations suivantes: a) la création de services financiers ruraux et leur développement ont facilité l'accès au crédit des familles de paysans pauvres, notamment des femmes, mais il faut que les lignes de crédit soient plus souples et plus faciles à gérer, et qu'elles soient plus particulièrement destinées à ceux qui ont de bonnes chances de vendre et/ou d'exporter leurs produits; b) en ce qui concerne la cohérence des activités du projet, le manque de coordination entre les diverses composantes risque de nuire à leur efficacité et aux résultats recherchés; il est donc nécessaire de mettre en place des mécanismes appropriés pour mieux articuler les activités et assurer la transmission de l'information aux unités techniques; c) la formation doit s'étendre à toutes les activités et être dispensée de façon suffisamment souple pour répondre aux besoins sur le terrain, y compris ceux des formateurs; d) il est très important de mobiliser le plus tôt possible les paysans et leurs communautés pour garantir la viabilité du projet; les stratégies doivent être adaptées aux différentes catégories de la population cible si l'on veut assurer la cohésion sociale et développer les infrastructures de la collectivité; e) il est important de tenir compte des rôles et des spécificités de chaque sexe dans toutes les composantes du projet, aussi bien au stade de l'élaboration que pendant toute la durée de l'exécution; la formation de toutes les parties prenantes dans cette perspective revêt une importance capitale pour la réussite du projet.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Guatemala

13. Les principaux objectifs de la stratégie du FIDA au Guatemala sont d'atténuer la pauvreté rurale tout en contribuant à la consolidation du processus de paix. Le programme envisagé entend favoriser la transformation en profondeur de la société guatémaltèque en intégrant à l'économie certains groupes marginalisés de la société, en particulier les femmes rurales et les populations indigènes.

14. La stratégie du FIDA au Guatemala vise à réduire la pauvreté rurale en s'attaquant directement aux problèmes économiques de chaque catégorie de pauvres. Elle privilégie en particulier les projets qui: a) développent les activités rémunératrices des familles rurales/paysannes dans le secteur agricole et non agricole ou dans celui de la petite entreprise; b) renforcent l'assistance technique à l'appui d'activités agricoles et de micro-entreprises en mettant l'accent sur la demande; c) appuient et renforcent les services financiers novateurs et adaptés à la clientèle rurale du FIDA; d) développent la formation à l'intention des producteurs, hommes et femmes, des micro-entrepreneurs et des jeunes; e) encouragent l'adoption de stratégies et d'activités différenciées selon le sexe afin d'assurer à tous l'égalité d'accès aux ressources productives et au développement; f) utilisent des mécanismes fondés sur la demande et incitent les bénéficiaires à prendre réellement part à leur propre processus de développement.

15. **Approche du programme.** Compte tenu des enseignements dégagés des activités antérieures du FIDA au Guatemala, ainsi que du bilan préalable à l'évaluation définitive du projet Zacapa-Chiquimula (juillet 1997), le programme adoptera une approche caractérisée par les éléments suivants: a) un mécanisme flexible de financement capable de répondre au bon moment et avec souplesse aux priorités socio-économiques qu'elles se feront jour, et en tenant compte de l'hétérogénéité des populations présentes dans la région; b) des mécanismes axés sur la demande des bénéficiaires en vue de faciliter l'élaboration de solutions adaptées aux besoins des organisations indigènes/paysannes, mais aussi réalistes et durables en ce qui concerne le volume et la répartition du

² Voir l'appendice II pour de plus amples informations.



crédit, ainsi que l'assistance technique et les programmes agricoles; c) la participation la plus large possible des parties prenantes à tous les stades du programme: il ne s'agit pas simplement de les consulter en vue de recueillir des données, mais de leur donner de véritables possibilités d'intervention dans le processus de décision; d) la prise en compte des besoins et des spécificités de chaque sexe dans toutes les composantes et à tous les stades du programme; e) la pérennisation des activités grâce au transfert progressif de la responsabilité de l'exécution aux principaux bénéficiaires: institutions privées/publiques, organisations non gouvernementales (ONG) et organisations paysannes régionales et locales.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME

A. Zone du programme et groupe cible

16. **Zone du programme.** Le programme sera exécuté dans la partie nord du pays où il couvrira huit municipalités du département d'Alta Verapaz et quatre municipalités du département de Baja Verapaz, soit un territoire de quelque 6 300 km² présentant une grande diversité de conditions topographiques, environnementales et climatiques. Du fait de son triple régime climatique, froid, tropical et subtropical, la région se caractérise par une grande biodiversité. Elle se subdivise en quatre zones agro-écologiques: plaines, terres de moyenne et haute altitude, et plateau central aride. Les précipitations varient entre 1 500 et 2 700 mm dans les plaines et les régions montagneuses, et entre 500 et 1 000 mm sur les hauts plateaux. En général, les sols sont fragiles, peu profonds et très érodés. Les hauts plateaux présentent eux aussi une grande diversité biologique, actuellement menacée par la pression démographique ainsi que par l'extension de l'agriculture et le déboisement.

17. Le programme débutera dans six municipalités, quatre de l'Alta Verapaz et deux du Baja Verapaz. Il tiendra compte dès le départ des différentes caractéristiques socio-économiques du groupe cible et privilégiera la catégorie des exploitants les plus pauvres. Les premières activités s'adresseront aux femmes, et on adoptera une démarche différenciée selon le sexe afin de prendre pour cible les catégories les plus défavorisées de la population rurale, en particulier les familles vulnérables de paysans sans terre dirigées par des femmes.

18. **Groupe cible.** La zone du programme compte une population d'environ 356 000 personnes, dont 319 000, soit 90%, vivent en zone rurale, dans 744 communautés paysannes. Il existe plusieurs groupes indigènes, dont le plus important, celui des Mayas, représente 80% de la population. Le groupe cible se compose de quelque 53 700 familles rurales pauvres ayant un revenu inférieur à 1,40 USD par personne et par jour, soit : a) 8 700 producteurs marginaux; b) 26 000 producteurs pratiquant une agriculture de subsistance; c) 6 000 producteurs commerciaux émergents; d) 13 000 familles de paysans sans terre. Le programme bénéficiera directement à 16 000 familles rurales et en touchera indirectement 20 000 grâce aux investissements socio-communautaires, à l'amélioration des routes et aux activités de reboisement.

B. Objectifs et stratégie du programme

19. **Objectifs.** L'objectif général du programme est de faire reculer la pauvreté parmi les paysans des municipalités les plus pauvres des départements d'Alta et de Baja Verapaz, qui vivent dans un environnement extrêmement fragile. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: a) accroître le revenu des paysans grâce à des activités agricoles et non agricoles génératrices de revenus; b) encourager la formation d'organisations paysannes et les consolider afin de renforcer les institutions locales; c) élargir l'accès de la population rurale aux services financiers ruraux; d) promouvoir et appliquer systématiquement une approche respectueuse de la différence entre les sexes; e) améliorer et protéger la base de ressources naturelles pour les générations futures en encourageant l'adoption de pratiques de conservation durables; f) favoriser l'intégration des communautés rurales dans l'économie nationale.



20. **Stratégie.** Le programme adoptera une démarche souple, évolutive et échelonnée en plusieurs phases. La région dans laquelle il sera exécuté se caractérise par les indicateurs de pauvreté les plus élevés du pays, a fortement souffert de la guerre civile et présente une grande hétérogénéité sur le plan humain et agro-écologique, qui suppose que l'on réponde graduellement et de façon spécifique aux besoins du groupe cible. Pour atteindre les objectifs de développement, le programme prévoit donc la mise en place sur le long terme (10 ans) d'un mécanisme flexible de financement. Il propose un calendrier détaillé pour le premier cycle (quatre ans) et une série d'indicateurs de résultats³ clairement définis qui permettront de décider à mi-parcours s'il convient ou non de passer aux cycles suivants. Les activités de suivi et d'évaluation devront veiller à ce que le programme se déroule comme prévu et que ses différentes phases puissent s'enchaîner normalement.

C. Composantes

21. Le programme a cinq composantes: a) renforcement des institutions locales; b) développement durable de la production; c) services financiers ruraux; d) investissements socio-économiques; e) gestion et coordination. Il prévoit en outre la constitution d'un fonds de réserve pour assurer la souplesse du financement en fonction de la demande des bénéficiaires.

22. **Renforcement des institutions locales.** Cette composante a pour objectif de consolider les organisations communautaires locales et de leur dispenser une formation pour les aider à formuler leurs besoins, tout en s'assurant la participation des bénéficiaires à l'exécution du programme. Elle prévoit dans un premier temps une campagne d'information et des actions de promotion en direction des populations les plus pauvres et les plus isolées qui disposent de très peu de ressources naturelles à exploiter. Le but est d'encourager la constitution d'organisations officielles ou informelles (coopératives, associations de producteurs, groupements communautaires, etc.) et de les aider à se structurer pour permettre à la population cible d'exprimer ses besoins et de prendre part activement à la mise en oeuvre des activités. Dans toute la zone d'intervention, des agents de promotion/supervision seront chargés de prendre contact avec les communautés, de les sensibiliser aux objectifs du programme et d'évaluer leur capacité d'organisation. Ils aideront également les différents groupes à préparer leurs demandes d'assistance au titre du programme, en s'appuyant sur les diagnostics et les plans d'action participatifs. Des critères d'exécution sont prévus pour apprécier l'état d'avancement du programme⁴.

23. **Développement durable de la production.** Cette composante se subdivise elle-même en trois éléments: a) services de soutien à la production agricole; b) gestion durable des ressources naturelles; c) appui aux systèmes de commercialisation et aux micro-entreprises rurales. Il s'agit ici d'encourager l'adoption de systèmes de production diversifiés qui soient à la fois rentables et écologiquement viables. Les exploitations paysannes sont considérées comme un tout aussi bien en ce qui concerne l'agriculture et l'élevage, que la conservation des ressources naturelles et la promotion de l'équité entre les sexes. On s'efforcera tout d'abord, moyennant une approche participative faisant appel à des producteurs expérimentés, d'identifier et de valider les options envisageables pour les zones les plus défavorisées des terres sèches du haut plateau central (*altiplano*) et des montagnes. On encouragera ensuite les bénéficiaires potentiels à présenter des demandes d'assistance pour des activités productives, tandis que des ressources seront débloquées pour engager des prestataires de services techniques. Les activités forestières et agroforestières seront encouragées en liaison avec le Programme d'incitations forestières et d'autres institutions du secteur. On aidera également les groupements/exploitants qui ne possèdent pas de titres fonciers à faire enregistrer leurs droits de propriété. Des accords seront passés à cette fin avec le Fonds national pour l'acquisition de terres et

³ Voir l'appendice III pour de plus amples informations.

⁴ Voir l'appendice IV pour de plus amples informations.



l'Institut national de la réforme agraire. Les autres actions prévues visent les objectifs suivants: aider les paysans qui le souhaitent à se lancer dans des activités commerciales ou à monter des micro-entreprises et à les développer pour se procurer un revenu; augmenter les possibilités d'emploi; valoriser les produits vendus par les bénéficiaires; créer un programme de production biologique certifiée; améliorer les systèmes de stockage et réduire les pertes après récolte; lancer des activités agro-industrielles qui utilisent les matières premières locales et évaluer le potentiel commercial de nouveaux produits. Le programme financera les études de faisabilité et les services de conseil spécialisés dont pourraient avoir besoin les groupements intéressés par ce type d'initiatives. Il financera également, par l'octroi de crédit, les investissements fixes et les fonds de roulement des micro-entreprises.

24. **Services financiers ruraux.** Cette composante comprend deux volets: a) renforcement et gestion des structures institutionnelles; et b) crédit. Elle vise à offrir au groupe cible des services financiers adaptés aux besoins d'une clientèle rurale composée de petits producteurs et de familles de petits paysans, en s'efforçant tout d'abord de renforcer les capacités techniques des intermédiaires financiers qui seront chargés d'encourager la mobilisation de l'épargne. Elle financera également les opérations de crédit et de microcrédit, et renforcera les institutions financières nationales par les moyens suivants: formation du personnel; mise au point d'instruments financiers répondant aux besoins et aux caractéristiques des clients; développement de logiciels, de techniques de crédit et d'outils d'analyse des risques adaptés au contexte local; extension de la couverture géographique des services. L'unité de coordination du programme (UCP) engagera des organismes de formation spécialisés pour initier les groupes de clients au fonctionnement de l'épargne et du crédit. Des fonds sont prévus pour la distribution de microcrédit et de crédit agricole à moyen et long terme, ainsi que pour financer les opérations de premier et de second rang de la BANRURAL. Des ressources supplémentaires seront obtenues dans le cadre d'accords avec d'autres donateurs, notamment l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) qui gère déjà une enveloppe de 5 millions de USD pour des activités de crédit dans la région de Las Verapaces. Lors de la seconde phase du programme, on utilisera une partie des ressources du fonds de réserve pour financer des opérations de crédit. Les fonds affectés au crédit seront administrés par la BANRURAL, agissant en tant qu'institution financière de second rang, dans le cadre d'un accord spécial déjà passé entre cette banque et le Fonds national pour la paix (FONAPAZ).

25. **Investissements socio-économiques.** Cette composante se divise en deux parties: a) investissements communautaires; et b) infrastructures et routes rurales. Elle vise à améliorer la sécurité alimentaire des populations et à développer des activités à forte intensité de main-d'œuvre, collectives ou familiales, en privilégiant les groupes les plus défavorisés: cultures maraîchères, petit élevage, artisanat, magasins communautaires, aménagement de puits destinés à l'approvisionnement en eau potable, construction de passerelles et petits travaux d'irrigation extra-agricoles. Pour pouvoir bénéficier du financement du programme, les initiatives proposées devront répondre à un certain nombre de critères, tels que viabilité, effets positifs sur l'environnement et contribution des bénéficiaires. Ces critères seront définis dans le manuel opérationnel préparé par l'UCP et approuvé par le FIDA. Le programme contribuera aux investissements effectués par les organismes publics (tels que l'Unité nationale de coordination pour les routes et les Fonds sociaux) pour la réfection et l'entretien des routes, la réalisation de petits aménagements tels que bas-côtés et passerelles, et il appuiera également les évaluations de projets d'équipement susceptibles d'obtenir un financement dans le cadre de programmes mis en place par d'autres donateurs (compte tenu des critères adoptés en matière de protection de l'environnement). L'UCP incitera les communautés à participer aux travaux d'entretien et de réparation, elle veillera à uniformiser les techniques utilisées pour que les usagers puissent ensuite assurer la continuité de la maintenance et elle passera des accords avec les municipalités de la zone du programme afin d'assurer la remise en état périodique des infrastructures et les gros travaux d'entretien. L'Unité nationale de coordination pour les routes sera chargée de la réfection et de l'entretien correctif dans le cadre d'un accord avec le programme, tandis que les municipalités fourniront l'outillage nécessaire à l'entretien préventif, et recruteront les entrepreneurs.



26. **Gestion et coordination du programme.** Cette composante concerne toutes les activités du programme: coordination, administration, programmation, systèmes de suivi et d'évaluation et conseils sur la question des différences entre les sexes. Le programme sera doté d'une UCP qui pilotera, administrera et coordonnera l'exécution des activités du programme en s'appuyant sur un système de programmation et de suivi et évaluation. Les bénéficiaires et leurs organisations mettront en oeuvre les activités envisagées avec l'aide de prestataires de services déjà présents dans la zone du programme (coopératives, ONG, consultants privés et cabinets d'experts-conseils). Les contrats de services seront régis par les règles définies dans le manuel opérationnel. Le recrutement des prestataires sera du ressort de l'UCP ou des organisations participantes. L'enquête qui servira de référence à la mission de bilan à mi-parcours sera entreprise dans les premiers mois d'exécution du programme.

27. **Fonds de réserve.** Le programme disposera d'un fonds de réserve qui servira à allouer des ressources aux différentes composantes, sous-composantes et catégories de bénéficiaires en fonction des résultats du bilan à mi-parcours. Celui-ci aura lieu la quatrième année du programme et décidera de l'affectation des ressources du fonds de réserve pour les six années restantes.

D. Coûts et financement

28. Le coût total du programme, y compris les provisions pour aléas d'exécution et financiers, est estimé à 26,0 millions de USD (cf. tableau 1), dont le financement sera assuré par un prêt du FIDA pour un montant de 15,0 millions de USD (58% du total), tandis que le gouvernement apportera 3,7 millions de USD (14%), le Fonds de l'OPEP, 5,0 millions de USD (19%) et les bénéficiaires ainsi que les organisations participantes, environ 2,3 millions de USD (9%). Le plan de financement du programme est présenté au tableau 2. Les décaissements sont prévus sur 10 ans.

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROGRAMME
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie Locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Renforcement des institutions locales	1 3432	498	1 840	27	7
B. Développement durable de la production	5 398	2 097	7 495	28	30
1. Services de soutien à la production agricole	2 475	942	3 417	28	14
2. Gestion des ressources naturelles	2 504	1 012	3 516	29	14
3. Services de soutien à la commercialisation et aux micro-entreprises	418	144	562	26	2
C. Services financiers ruraux	1 035	405	1 440	28	6
1. Renforcement et gestion des institutions	475	165	640	26	3
2. Crédit	560	240	800	30	3
D. Investissements socio-économiques	2 447	1 509	3 957	38	16
1. Investissements communautaires	1 151	425	1 576	27	6
2. Routes et infrastructures rurales	1 296	1 083	2 380	46	10
E. Gestion et coordination du programme	2 677	740	3 417	22	14
1. Coordination du programme	1 754	416	2 170	19	9
2. Programmation, système de suivi et évaluation	923	322	1 245	26	5
F. Fonds de réserve	4 550	1 950	6 500	30	26
Total des coûts de base	17 449	7 195	24 645	29	100
Provision pour aléas d'exécution	-	-	-	-	-
Provision pour aléas financiers	703	652	1 355	48	5
Total des coûts du programme	18 153	7 847	26 005	30	105

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composante	FIDA		Fonds de l'OPEP		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Devises	Total en monnaie locale (hors taxes)	Droits et Taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Renforcement des institutions locales	1 431	74.8	-	-	304	15.9	179	9.4	1 914	7.4	528	1 257	129
B. Développement durable de la production	5 100	64.8	767	9.8	1 586	20.2	411	5.2	7 865	30.2	2 265	4 951	648
1. Services de soutien à la production agricole	2 3431	65.3	767	21.5	458	12.8	15	0.4	3 571	13.7	1 009	2 247	315
2. Gestion des ressources naturelles	2 266	61.1	-	-	1 048	28.3	396	10.7	3 710	14.3	1 103	2 291	316
3. Services de soutien à la commercialisation et aux micro-entreprises	504	86.3	-	-	80	13.7	-	-	584	2.2	153	414	18
C. Services financiers ruraux	1 217	81.7	158	10.6	114	7.7	-	-	1 489	5.7	425	1 012	53
1. Renforcement et gestion des institutions	397	59.4	158	23.6	114	17.0	-	-	669	2.6	177	440	53
2. Crédit	820	100.0	-	-	-	-	-	-	820	3.2	2428	572	-
D. Investissements socio-économiques	865	20.7	2 524	60.3	489	11.7	305	7.3	4 182	16.1	1 638	2 237	308
1. Investissements communautaires	619	37.4	700	42.3	257	15.5	78	4.7	1 654	6.4	459	1 072	123
2. Routes et infrastructures rurales	246	9.7	1 824	72.1	232	9.2	227	9.0	2 529	9.7	1 179	1 165	185
E. Gestion et coordination du programme	2 544	71.5	195	5.5	821	23.1	-	-	3 560	13.7	785	2 657	118
1. Coordination du programme	1 665	73.9	-	-	589	26.1	-	-	2 254	8.7	436	1 770	48
2. Programmation, système de suivi et évaluation	879	67.3	195	14.9	232	17.8	-	-	1 306	5.0	349	887	70
F. Fonds de réserve	3 847	55.0	1 399	20.0	350	5.0	1 399	20.0	6 994	26.9	2 212	4 432	350
Décaissement total	15 004	57.7	5 045	19.4	3 663	14.1	2 295	8.8	26 005	100.0	7 852	16 547	1 606

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.



E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

29. **Passation des marchés.** L'achat des biens et la passation des contrats de service seront effectués conformément aux procédures du FIDA et comme stipulé dans l'accord de prêt. Les contrats de service institutionnels avec des organismes publics, privés ou internationaux devront être agréés par le FIDA et l'institution coopérante. L'institution coopérante sélectionnée est le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU). L'UCP préparera un manuel opérationnel qui détaillera les procédures à suivre et des documents à utiliser lors des appels d'offres, et qui sera soumis à l'approbation du FIDA.

30. **Décaissement.** Le prêt sera décaissé conformément aux procédures définies dans l'accord de prêt et à celles de l'institution coopérante. Pour garantir la disponibilité des fonds au moment voulu, l'emprunteur devra ouvrir et gérer un compte spécial à la Banque centrale du Guatemala, ou toute autre banque agréée par le FIDA, qui sera crédité du montant autorisé, soit 1,5 million de USD. Un dépôt initial d'environ 1,2 million couvrira les dépenses liées aux activités financées par le FIDA pendant la phase I; il sera suivi d'une deuxième tranche de 300 000 après approbation de la phase II. Le compte spécial sera réapprovisionné conformément aux dispositions prévues dans l'accord de prêt et aux procédures de décaissement de l'institution coopérante.

31. **Comptabilité et vérification des comptes.** L'UCP devra utiliser des comptes distincts et tenir des comptabilités séparées pour les fonds du programme. Les fonds destinés aux institutions financières de second rang seront versés directement du compte spécial de la Banque centrale du Guatemala ou des fonds de contrepartie du Ministère des finances sur les comptes individuels de l'institution participante. Les crédits de fonctionnement transiteront par un compte chèque de l'UCP. La direction de l'UCP consolidera les comptes et fera appel à un cabinet d'audit indépendant, ayant l'agrément du FIDA, pour effectuer la vérification annuelle des comptes conformément aux procédures en vigueur dans ce domaine. Le gouvernement transmettra le rapport d'audit au FIDA et à l'institution coopérante au plus tard six mois après la fin de l'exercice budgétaire. Les règles et dispositions en matière de comptabilité et de vérification des comptes feront partie intégrante du manuel opérationnel du programme.

F. Organisation et gestion ⁵

32. Le FONAPAZ exécutera le programme qui s'inscrira dans le cadre général de la politique agricole définie par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation. Les fonds de contrepartie budgétaires et les ressources externes destinés au FONAPAZ transiteront par le Ministère des finances.

33. La coordination, la direction et l'administration du programme seront sous la responsabilité de l'UCP qui sera intégrée dans la structure du FONAPAZ. L'UCP sera dirigée par un coordonnateur de programme. Le programme bénéficiera d'une structure de gestion légère mais hautement qualifiée et efficace. Il sous-traitera les services destinés au groupe cible en lançant des appels d'offres auprès de prestataires privés et publics tels que ONG, coopératives, sociétés de conseil, experts indépendants, possédant l'expérience du pays et/ou travaillant dans la zone du programme.

34. Le programme sera coordonné avec les autres projets de la zone grâce à des mécanismes existants tels que les unités techniques départementales et les réunions interfonds (reuniones interfondos) elles-mêmes coordonnées par les conseils départementaux de développement. Le programme entretiendra des liens étroits avec le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation tant à l'échelon central qu'à l'échelon départemental afin de s'inscrire dans sa politique et de bénéficier d'un appui technique. Dans le même temps, il facilitera l'échange d'information avec les différents ministères concernés par l'action

⁵ Voir l'appendice V pour plus de renseignements.



sociale et coordonnera ses activités avec les leurs. Il passera en outre des alliances stratégiques avec les autres projets et programmes de la zone, comme le projet du GTZ dans la région de Las Verapaces.

35. **Phases du programme.** La durée prévue du programme est de dix ans répartis comme suit:

- a) **Phase de lancement/installation.** En premier lieu, il s'agira de mettre en place avec les groupes bénéficiaires des deux départements (Alta et Baja Verapaz) les divers axes d'intervention en leur faveur conformément aux objectifs du programme et en tenant compte de la capacité opérationnelle de l'UCP. Cette phase qui durera quatre ans environ débutera par la diffusion d'information sur les objectifs et les ressources du programme ainsi que sur les conditions de participation.
- b) **Phase de montée en puissance.** A ce stade, les activités aux niveaux de l'UCP et du groupe bénéficiaire vont s'intensifier. Les critères de ciblage et de priorité seront maintenus en même temps que les activités monteront en puissance et que de nouveaux bénéficiaires et de nouvelles zones entreront dans le programme. Cette intensification se traduira notamment par une augmentation du capital social, un plus grand nombre d'activités rémunératrices et d'emplois ruraux et enfin la diversification des services proposés pour répondre à la demande locale.

La durée globale de ces deux phases dépendra de la capacité d'exécution et de la réaction de la population. Il est probable cependant qu'elles s'étaleront sur huit ans environ.

- c) **Stade de consolidation et de transmission.** A ce stade les processus et activités lancés pendant les phases I et II seront renforcés et les responsabilités passeront progressivement aux bénéficiaires du programme et à la société civile, c'est-à-dire aux parties prenantes (prestataires de service et clients). Cette phase correspondra aux deux dernières années du programme.

36. **Participation des bénéficiaires et coordination.** Le programme garantira la participation des bénéficiaires de la façon suivante: a) **au niveau communautaire:** les bénéficiaires prendront part aux évaluations participatives communautaires et aux décisions portant sur leurs propositions de projets; ils seront en outre responsables de l'exécution des projets et seront consultés sur le choix des prestataires de services; b) **au niveau municipal:** les propositions de projets seront soumises aux conseils municipaux de développement (où siègent des représentants des bénéficiaires); et c) les institutions publiques et les représentants des bénéficiaires participeront au comité qui sera créé au niveau du conseil régional de développement en vue d'orienter le programme et d'évaluer et d'approuver le plan d'action annuel. Le comité d'orientation du programme sera formé de représentants du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation, du FONAPAZ, du Secrétariat à la planification économique, du FIDA-BSP/ONU et des communautés paysannes. Il aura la responsabilité d'examiner et d'approuver le plan d'action annuel préparé par l'UCP en consultation avec les municipalités et les chefs de communautés. Il se réunira plusieurs fois pendant les derniers mois de l'année pour approuver le plan d'action de l'année suivante.

37. **Programmation et suivi et évaluation.** Cet aspect décisif sera sous la supervision du coordonnateur de programme. La fonction de programmation permettra d'utiliser au mieux les ressources disponibles. Le plan d'action annuel sera le principal instrument de programmation. En ce qui concerne les activités de suivi et évaluation, on utilisera une série d'indicateurs représentatifs. Les indicateurs préliminaires définis à partir des objectifs et des composantes du programme sont présentés dans le cadre logique⁶. Les banques de premier rang auront la responsabilité de contrôler la régularité des remboursements, tandis que l'UCP et la BANRURAL assureront le suivi d'ensemble du portefeuille intermédiaire ainsi que son administration et sa gestion financière.

⁶ Voir l'appendice VI pour plus de renseignements.



38. **Bilan à mi-parcours:** Un bilan à mi-parcours sera fait au cours de la quatrième année du programme pour savoir s'il convient ou non d'allouer des ressources du fonds de réserve aux diverses composantes, sous-composantes et futures catégories de bénéficiaires des six dernières années d'exécution du programme. Pendant les premiers mois de la mise en œuvre du programme, on réalisera l'étude qui servira de référence pour le bilan à mi-parcours.

39. **Questions concernant les femmes.** On adoptera dans ce domaine une approche et une méthodologie systématiques et clairement définies qui appuieront les activités productives des femmes et s'efforceront, en outre, de promouvoir l'égalité entre les sexes. De plus, l'accent sera mis sur les ménages pour que la famille dans son entier bénéficie des avantages apportés par les activités productives. On favorisera par ailleurs une meilleure répartition des activités productives et domestiques au sein de la famille. Des actions de sensibilisation à la problématique hommes-femmes seront organisées à tous les niveaux du programme. Celui-ci favorisera la formation de groupes de femmes autour d'un intérêt commun, puis renforcera leurs moyens d'action et leur fournira un appui technique. Les prestataires de service qui interviennent ou travaillent dans la zone du programme recevront une formation sur l'approche et les méthodologies liées aux problèmes spécifiques des hommes et des femmes.

40. Pour appuyer les activités productives des femmes et améliorer les services d'éducation et de santé, le programme se propose de : a) diffuser des technologies susceptibles de faire gagner du temps; b) faciliter l'accès de l'école primaire aux filles en passant des accords spéciaux avec le Ministère de l'éducation et les ONG concernées; c) mettre l'accent sur la santé de la procréation en encourageant, d'une part, la distribution de pilules de fer et de calcium aux femmes, et d'autre part, la planification des naissances; d) appuyer les activités rémunératrices des femmes et les aider à contrôler leur revenu; e) promouvoir la présence et le rôle moteur des femmes dans les organisations rurales; et f) former le personnel du programme et tous les bénéficiaires, sans distinction de sexes, aux questions liées aux spécificités hommes/femmes. En ce qui concerne la santé de la procréation et la planification des naissances, le programme nouera des relations stratégiques avec les autres programmes de la zone qui travaillent dans ce domaine; il appuiera également les traitements qui luttent contre l'anémie et les carences en calcium et autres minéraux dont souffrent les femmes, en raison, notamment, d'un taux de fertilité élevé, de naissances rapprochées et d'une alimentation presque dénuée de légumes verts. Le programme inscrira ces activités dans son "menu" de référence et passera des accords avec des ONG spécialisées dans ce domaine. Il privilégiera aussi les initiatives en faveur de la sécurité alimentaire pour lutter contre la faim en périodes de famine en ciblant plus spécialement les veuves, les femmes sans terre et les femmes en situation d'extrême pauvreté.

G. Justification économique

41. Le programme profitera directement à quelque 16 000 familles rurales composées approximativement de 6 400 femmes (40%) et de 9 600 hommes (60%) et réparties de la façon suivante: a) 6 600 familles de producteurs marginaux et sans terre ; b) 7 600 familles de paysans qui pratiquent une agriculture de subsistance présentant un potentiel commercial; et c) 1 800 familles de producteurs commerciaux émergents.

42. L'amélioration des systèmes agricoles et l'introduction de l'agroforesterie conduiront à une augmentation de la production familiale dans le cadre d'une stratégie de développement rural durable. Cette augmentation aura à son tour des répercussions positives sur la sécurité alimentaire et les revenus. La remise en état des routes d'accès rurales et l'amélioration des circuits de distribution favoriseront l'augmentation des revenus et stimuleront les liaisons commerciales. Les micro-entreprises et les activités artisanales créeront des emplois dans la zone du programme.

43. Le programme comportera en outre des avantages non économiques comme l'amélioration des infrastructures de base et des infrastructures sociales, un impact positif sur l'environnement et le développement de micro-entreprises.

H. Risques

44. Les risques associés à l'exécution du programme sont jugés modérés. Le tableau 3 ci-dessous présente les principaux risques et les mesures susceptibles de les réduire.

Tableau 3: Risques

Risques potentiels	Mesures susceptibles de les réduire
<ul style="list-style-type: none"> • Manque d'intérêt de la part des parties prenantes du programme. • Fluctuations des prix en raison de facteurs nationaux et internationaux. • Incapacité des paysans à se plier entièrement aux recommandations agricoles et à atteindre les résultats escomptés. • Manque de coordination entre les institutions participantes et les sous-projets. 	<ul style="list-style-type: none"> • Campagnes d'information et de formation intensives et transmission progressive des responsabilités aux bénéficiaires. • Appui renforcé aux initiatives de commercialisation et soutien spécial en cas de catastrophes. • Formation, assistance technique et collaboration étroite avec les autres institutions comme le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation. • Renforcement institutionnel des conseils régionaux et départementaux de développement et suivi à haut niveau.

I. Impact sur l'environnement et pérennité du programme

45. **Impact sur l'environnement.** Les activités du programme auront des retombées positives sur l'environnement grâce, essentiellement, à l'approche adoptée qui privilégie la conservation des ressources naturelles et une agriculture durable. La formation aux problèmes écologiques, l'adoption de technologies de protection de la nature et l'utilisation rationnelle des produits chimiques et des techniques de lutte antiparasitaire intégrée faciliteront et encourageront une gestion conservatoire de l'environnement. En revanche, les retombées négatives ne sont pas à exclure en raison de l'exploitation forestière. Pour les éviter ou les réduire, le programme adoptera et financera un système de suivi de l'environnement et un plan de réduction des risques. Il financera en outre quatre études dans ce domaine: une au début du programme, deux à mi-parcours et une à la fin. Elles seront sous-traitées à des sociétés ou des experts indépendants. Les organismes d'exécution assureront le suivi de l'environnement au niveau du terrain sous la supervision de l'UCP. Le programme est classé en catégorie B si l'on se réfère aux directives du FIDA en matière d'environnement et aux résultats de l'évaluation d'impact.

46. **Pérennité du programme.** Elle sera garantie par la participation fortement inter active de toutes les parties prenantes. Le programme renforcera la capacité des institutions locales à planifier et réaliser des investissements productifs. La consolidation de ces organisations et la participation effective des bénéficiaires au cofinancement et à la mise en oeuvre des activités garantiront la pérennité du programme en offrant une stratégie de "sortie" appropriée. Les deux dernières années

d'exécution seront entièrement consacrées à la consolidation des activités, au renforcement des organisations et à la transmission des responsabilités de gestion et de coordination aux organisations locales.

J. Aspects novateurs

47. L'une des principales innovations de ce programme est l'adoption d'un mécanisme flexible de financement qui se traduira par une plus grande souplesse dans l'allocation des ressources, la planification et l'exécution. Ce mécanisme implique un réexamen du programme pendant sa quatrième année d'exécution sur la base d'une série d'indicateurs de résultats qui sont détaillés dans l'appendice III. Les conclusions de cette étude seront soumises au Conseil d'administration du FIDA, la direction du Fonds décidera alors de poursuivre ou non le programme. Le mécanisme flexible de financement permettra au programme de répondre de façon adéquate et en temps voulu aux nouvelles priorités de la situation socio-économique du pays, et à la demande des bénéficiaires, tout en contribuant à la réalisation des objectifs de développement à long terme.

48. L'approche novatrice, fortement participative et respectueuse des spécificités hommes/femmes, qui a été adoptée au stade de la conception, s'appliquera pendant toute la période d'exécution du programme.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

49. Un accord de prêt entre la République du Guatemala et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

50. La République du Guatemala est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

51. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

52. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République du Guatemala un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à dix millions huit cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (10 850 000 DTS) venant à échéance le 15 février 2020 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Fawzi H. Al-Sultan

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 15 octobre 1999)

1. **Disponibilité des fonds du prêt.** Aux fins de financer la mise en œuvre de ce programme, le Gouvernement du Guatemala (ci-après dénommé le Gouvernement) mettra à la disposition du FONAPAZ les fonds du prêt conformément aux plans de travail et budget annuels (PTBA) et aux dispositions de l'accord concernant le Fonds général FONAPAZ. Le FONAPAZ mettra les fonds du prêt affectés au crédit à la disposition de la BANRURAL en les déposant sur le fonds de crédit FONAPAZ conformément aux PTBA et à l'accord de fiducie concernant le fonds de crédit FONAPAZ.
2. **Fonds de contrepartie.** Le Gouvernement mettra à la disposition du FONAPAZ, pendant la période d'exécution du programme, des fonds de contrepartie provenant de ses propres ressources à hauteur au total de l'équivalent, en quetzales guatémaltèques, de 3 800 000 USD environ pour le financement total du programme (toutes sources confondues) dans le cadre du fonds général FONAPAZ. À cette fin, le Gouvernement déposera des fonds de contrepartie d'un montant initial équivalant à 380 000 USD en quetzales afin de défrayer les coûts de la première année du programme, puis réapprovisionnera chaque année ledit fonds en versant les fonds de contrepartie inscrits dans le PTBA pour l'année budgétaire correspondante dans les deux mois qui suivent le début de ladite année.
3. **Fonds de cofinancement.** Le Gouvernement fera en sorte que les fonds du prêt du Fonds de l'OPEP soient mis à la disposition du FONAPAZ conformément aux PTBA.
4. **Bilan à mi-parcours.** Le Gouvernement et le FIDA entreprendront, en collaboration avec le FONAPAZ, un bilan conjoint de la mise en œuvre du programme au cours de la quatrième année, conformément au mandat préparé par le FONAPAZ et agréé par le FIDA. Le FONAPAZ remettra au FIDA une version provisoire dudit mandat suffisamment de temps avant la date de démarrage, pour que le FIDA puisse l'examiner avec le soin voulu. Les observations du FIDA doivent figurer dans le texte final du mandat que le FONAPAZ doit remettre au FIDA. Le bilan couvrira notamment l'examen des demandes des bénéficiaires, la participation effective des bénéficiaires à toutes les activités du programme et l'expérience acquise au cours de la première phase du programme, la conformité aux indicateurs de performance minimum pour le lancement de la deuxième phase et l'allocation des ressources du Fonds de réserve aux autres postes de dépense afin de financer les activités de la phase deux sur la base des demandes et de l'expérience acquise. Le bilan servira aussi à évaluer la mesure dans laquelle les objectifs du programme ont été atteints et les difficultés rencontrées, ainsi qu'à identifier et à proposer les modifications à apporter à la conception du programme pour atteindre les objectifs et surmonter les difficultés.
5. **Audit.** Dans les trois mois suivant la date d'entrée en vigueur de l'accord de prêt, le FONAPAZ fera appel, en l'absence d'objection préalable du FIDA, à un cabinet d'audit indépendant choisi par le Gouvernement conformément aux procédures et critères convenus par le FONAPAZ et le FIDA pour effectuer la vérification des comptes relatifs au programme correspondant à la première année budgétaire. Le plus tôt possible, et de toute manière dans les quatre-vingt-dix premiers jours de l'année budgétaire suivante, le FONAPAZ devra, sous réserve que le FIDA n'ait pas émis d'objection, confirmer ou effectuer la nomination d'un autre cabinet d'audit indépendant, choisi conformément aux mêmes procédures.

6. **Manuel d'opérations.** Le programme sera pour l'essentiel exécuté conformément au manuel d'opérations. L'UCP préparera le manuel le plus tôt possible, mais de toute manière dans les six mois suivant la date d'entrée en vigueur de l'Accord de prêt. Le manuel couvrira notamment les questions suivantes: organisation et administration du programme; procédures régissant le cycle des projets; procédures relatives à la passation des marchés; procédures de décaissement; critères et procédures régissant l'engagement de prestataires de services; modèles de contrats et d'accords à signer dans le cadre du programme; modalités de financement des activités du programme; et toutes autres questions pouvant être décidées par le Gouvernement et le FIDA. En l'absence d'objection préalable du FIDA, le FONAPAZ adoptera le manuel d'opérations et fera en sorte qu'il soit appliqué pendant la période d'exécution du programme.

7. **Réglementation concernant le crédit.** Dès que possible, mais de toute manière dans les six mois suivant la date d'entrée en vigueur du prêt, il faudra amender la réglementation du financement des projets par des ressources provenant du Fonds de crédit du FONAPAZ en stipulant entre autres qu'elle s'applique à l'utilisation des fonds provenant du prêt au titre de la composante services financiers, en précisant les modalités de virement par le FONAPAZ desdites ressources à la BANRURAL, et l'accord par lequel celle-ci s'engage à exécuter ladite composante conformément aux dispositions de l'Accord de prêt. Pendant cette période, le FONAPAZ préparera une série de règlements subsidiaires en matière de crédit complétant la réglementation susmentionnée. Ces règlements prévoient des dispositions concernant les critères d'éligibilité des institutions financières intermédiaires et d'accès aux prêts; les arrangements relatifs aux opérations; les conditions régissant la sous-traitance; les garanties; les montants maximum des prêts dans le cas des institutions financières intermédiaires et la portée des restrictions imposées au crédit. En l'absence d'objection préalable du FIDA, le sous-comité du crédit adoptera les règlements subsidiaires et s'assurera que la réglementation concernant le crédit, telle qu'elle a été amendée et complétée par les règlements subsidiaires susmentionnés, est appliquée à tous les crédits accordés aux bénéficiaires du programme et à toutes autres activités prévues dans le cadre de la composante services financiers.

8. **Fonds de roulement.** La BANRURAL établira et maintiendra un fonds de roulement sur lequel sera déposé le revenu net des crédits octroyés aux bénéficiaires du programme et financés (directement ou indirectement) par le prêt. La BANRURAL utilisera le fonds de roulement pour accorder de nouveaux crédits aux bénéficiaires du programme, conformément à l'Accord de prêt et à l'accord de fiducie mentionné au paragraphe 1 ci-dessus, cela pour une période d'au moins 20 ans. Aux fins du présent paragraphe, on entend par "revenu net" tous les remboursements au titre du principal et tous les paiements d'intérêts, déduction faite d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et autres dépenses.

9. **Lutte antiparasitaire.** Des méthodes appropriées de lutte contre les parasites seront adoptées dans le cadre du programme. Le Gouvernement veillera à ce que les pesticides achetés au titre du programme ne comprennent aucun produit proscrit par le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) et ses avenants, ou figurant aux tableaux 1 (extrêmement dangereux) ou 2 (très dangereux) de la classification 1996-1997 des pesticides par risque recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et ses avenants.

10. **Relations entre le FONAPAZ et le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation.** Le Gouvernement fera en sorte qu'aux niveaux central et départemental, des relations étroites soient établies le plus tôt possible entre le FONAPAZ et le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation, puis maintenues pendant toute la période d'exécution du programme, dans le but de poursuivre la politique agricole préconisée, et d'obtenir des avis et un appui technique dans le domaine de la production agricole et du développement rural.

11. **Coordination avec d'autres projets de développement rural.** Le FONAPAZ assurera la coordination et les échanges d'informations entre le programme et d'autres projets de développement rural exécutés dans la région, notamment le programme vivres-contre-travail financé par le Programme alimentaire mondial, le projet de Las Verapaces financé par le GTZ, et les projets ALA financés par l'Union européenne.

12. **Entretien des routes.** Le FONAPAZ fera en sorte que l'Unité nationale de coordination pour les routes (COVIAL), d'autres institutions et les municipalités de la zone du programme entretiennent les routes rurales restaurées par le programme pendant toute la durée de l'exécution de celui-ci et pendant les dix années suivantes.

13. **Le réseau FIDAMERICA.** Le FONAPAZ facilitera l'accès du programme au réseau FIDAMERICA, qui relie – via Internet – tous les projets financés par le FIDA en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il utilisera pour cela les ressources du programme allouées à l'assistance technique.

14. **Conditions préalables à l'entrée en vigueur.** L'entrée en vigueur de l'Accord de prêt est subordonnée aux conditions additionnelles suivantes:

- a) le FONAPAZ a dûment nommé le coordonnateur de programme, avec l'accord préalable du FIDA;
- b) les comptes du programme ont été dûment ouverts, et le FIDA a été informé du nom et des fonctions de chacune des personnes autorisées à gérer lesdits comptes;
- c) le Gouvernement a déposé la tranche initiale des fonds de contrepartie équivalant à 380 000 USD sur le fonds général du FONAPAZ;
- d) l'accord de prêt a été dûment signé; sa signature et son application par le Gouvernement ont été dûment autorisés et ratifiés par toutes les autorités administratives et gouvernementales compétentes;
- e) le FIDA a reçu l'assurance que le conseil d'administration du FONAPAZ a adopté une résolution approuvant l'exécution du programme conformément aux dispositions de l'Accord de prêt;
- f) le Gouvernement a présenté au FIDA un avis favorable émanant de la Procuraduría General de la Nación (Bureau du Procureur général) ou d'un autre conseiller juridique agréé par le FIDA dont la teneur et la forme sont acceptables pour le FIDA.

15. **Conditions préalables aux retraits.** Il ne sera effectué aucun décaissement au titre des dépenses liées au crédit tant que le FIDA n'aura pas expressément indiqué qu'il n'avait pas d'objection à l'amendement de la réglementation du crédit et aux règlements subsidiaires mentionnés au paragraphe 7 ci-dessus, et que des copies desdits documents certifiées conformes et complètes par un responsable compétent du FONAPAZ ne lui auront pas été transmises dans la même forme que celle qui n'avait pas soulevé précédemment d'objection de sa part.

COUNTRY DATA
GUATEMALA

Land area (km² thousand) 1996 1/	108	GNP per capita (USD) 1997 2/	1 580
Total population (million) 1997 1/	10.5	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-97 2/	1.5
Population density (people per km²) 1996 1/	94	Average annual rate of inflation, 1990-97 2/	12.2
Local currency	Quetzal (GTQ)	Exchange rate: USD 1 =	GTQ 7.0
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-97 1/	2.5	GDP (USD million) 1997 1/	17 772
Crude birth rate (per thousand people) 1997 1/	34	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	0.8
Crude death rate (per thousand people) 1997 1/	7	1990-97	4.1
Infant mortality rate (per thousand live births) 1997 1/	43	Sectoral distribution of GDP, 1997 1/	
Life expectancy at birth (years) 1997 1/	64	% agriculture	24
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n.a.	% industry	20
Poor as % of total rural population 1/	n.a.	% manufacturing	14
Total labour force (million) 1997 1/	3.8	% services	56
Female labour force as % of total, 1997 1/	27	Consumption, 1997 1/	
Education		General government consumption (as % of GDP)	5
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1996 1/	88	Private consumption (as % of GDP)	87
Adult literacy rate (% of total population) 1995 3/	65	Gross domestic savings (as % of GDP)	8
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1995 3/	2 298	Merchandise exports, 1997 1/	2 344
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1995 3/	73	Merchandise imports, 1997 1/	3 852
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5) 1992-97 1/	50	Balance of merchandise trade	-1 508
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5) 1992-97 1/	27	Current account balances (USD million)	
Health		before official transfers, 1997 1/	-1 231
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-97 1/	3.2	after official transfers, 1997 1/	- 624
Physicians (per thousand people) 1990-97 1/	0.3	Foreign direct investment, 1997 1/	90
Percentage population without access to safe water 1990-96 3/	23	Government Finance	
Percentage population without access to health services 1990-95 3/	43	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1996 1/	n.a.
Percentage population without access to sanitation 1990-96 3/	17	Total expenditure (% of GDP) 1996 1/	n.a.
Agriculture and Food		Total external debt (USD million) 1997 1/	4 086
Food imports as percentage of total merchandise imports 1997 1/	13	Present value of debt (as % of GNP) 1997 1/	21
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 1/	1 324	Total debt service (% of exports of goods and services) 1997 1/	9.9
Food production index (1989-91=100) 1995-97 1/	114.0	Nominal lending rate of banks, 1997 1/	18.6
Land Use		Nominal deposit rate of banks, 1997 1/	5.8
Arable land as % of land area, 1996 1/	12.6		
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	38		
Forest area as % of total land area, 1995 1/	35.4		
Irrigated land as % of cropland, 1994-96 1/	6.5		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 1999.

2/ World Bank, *Atlas*, 1999.

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1998.

PREVIOUS IFAD LOANS TO GUATEMALA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/ Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Generation and Transfer of Agricultural Technology and Seed Production Project	IDB	IDB	I	11 Sep 84	08 Mar 85	31 Dec 94	L - I - 154 - GM	SDR	4 950 000	93.9%
Zacapa-Chiquimula Smallholders' Rural Development Project	IFAD	UNOPS	I	07 Dec 89	21 Mar 91	31 Dec 98	L - I - 251 - GM	SDR	5 300 000	99.5%
Cuchumatanes Highlands Rural Development Project	IFAD	UNOPS	I	11 Dec 91	10 Dec 93	30 Jun 00	L - I - 296 - GM	SDR	5 500 000	72.0%
Programme for Rural Development and Reconstruction in the Quiché Department	IFAD	UNOPS	I	04 Dec 96	18 Dec 98	30 Jun 04	L - I - 435 - GT	SDR	10 450 000	08.7%



**INDICADORES DE RESULTADO**

Indicador Crítico	Indicadores al final del AP4
1. Efectividad del Programa en alcanzar el objetivo principal.	<ul style="list-style-type: none">- 30% de los miembros de los grupos asistidos por el programa se encuentran debajo de la línea de extrema pobreza.- 20% de los miembros de los grupos son mujeres que forman parte de familias por debajo de la línea de extrema pobreza.
Resultados	Indicadores al final del AP4
2. Campesinos y organizaciones sociales capacitados y consolidados.	<ul style="list-style-type: none">- 10 organizaciones son capacitadas en formulación de demanda y planificación.- 25 organizaciones reciben apoyo y fortalecimiento.
Resultados	Indicadores al final del AP4
3. Los servicios de apoyo productivos aseguran incrementos de producción y de productividad.	<ul style="list-style-type: none">- 10 grupos formales y 10 informales reciben apoyo para incrementar producción y productividad.
Resultados	Indicadores al final del AP4
4. El rol de la mujer fortalecido en actividades productivas y sociales y micro-empresas creadas y fortalecidas.	<ul style="list-style-type: none">- 15 grupos de mujeres formados y recibiendo capacitación y fortalecimiento.
Resultados	Indicadores al final del AP4
5. Reducción de la degradación de los recursos naturales, creación de recursos forestales, e incremento y diversificación de la protección de árboles en granjas campesinas.	<ul style="list-style-type: none">- 150 ha de bosques naturales bajo manejo sostenible.- 50 ha de agroforestería establecidas.- 100 ha reforestadas.
Resultados	Indicadores al final del AP4
6. Mejores servicios financieros rurales con mayor número de pequeños agricultores incorporados en actividades de crédito y ahorro.	<ul style="list-style-type: none">- 2 Intermediarios Financieros recibiendo apoyo de fortalecimiento institucional.- 60 grupos de productores formados. Se promueve fuertemente el ahorro y se establecen líneas de crédito de corto y largo plazo.
Resultados	Indicadores al final del AP4
7. Iniciativas comunitarias sociales y productivas apoyadas, mejoramiento de las condiciones de vida y de las infraestructuras para la producción y la comercialización.	<ul style="list-style-type: none">- 20 proyectos productivos o sociales implementados y completados.- 700 familias beneficiadas por los proyectos.- 20% de las familias beneficiarias son encabezadas por mujeres.

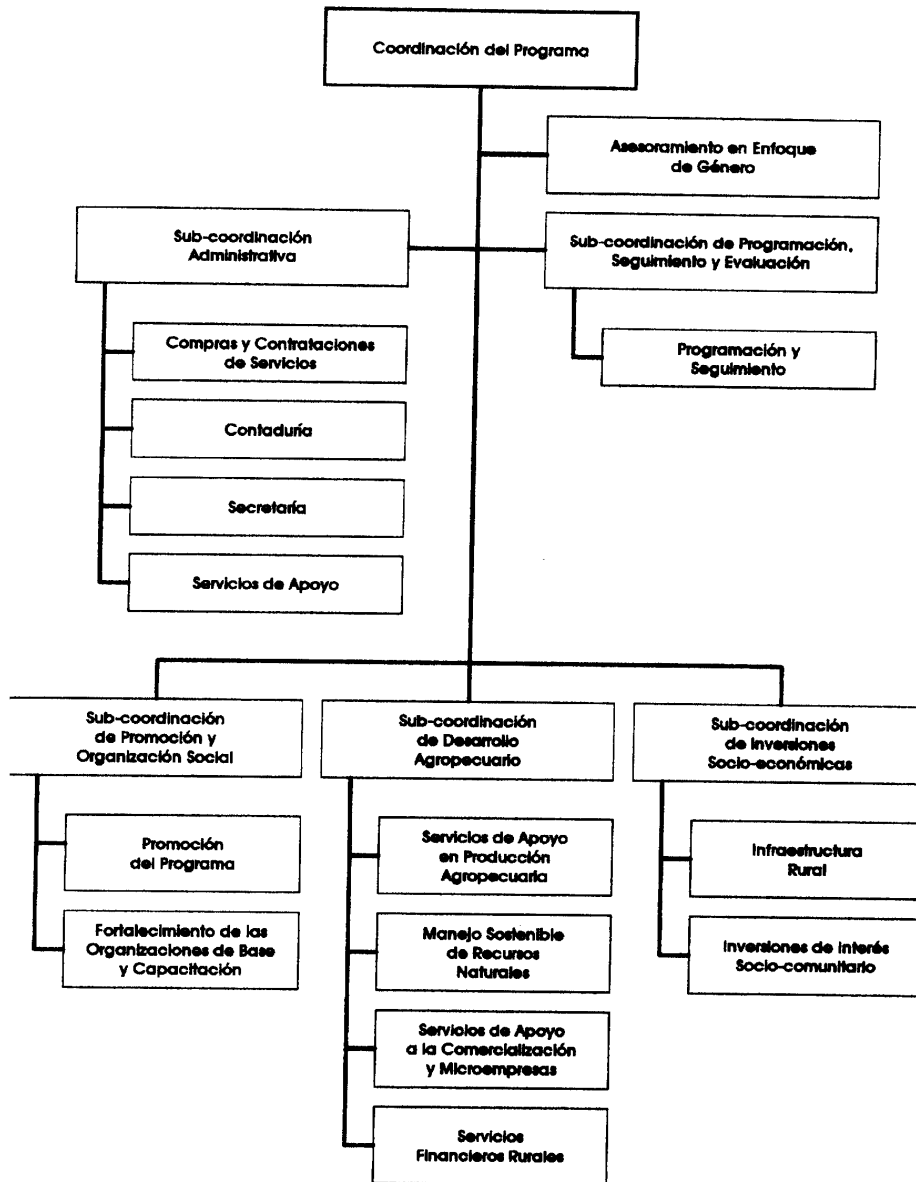
PROGRAMME IMPLEMENTATION CRITERIA

- A programme approach that expands over ten years in order to implement a gradual, phase-by-phase strategy to ensure long-term development objectives.
- Three main implementation phases: (i) launching/establishment (four years, supported initially by an information and promotion campaign); (ii) intensification (four years); and (iii) consolidation (two years).
- The effectiveness of targeting will be measured by the M&E system. Phase I will begin in four municipalities of Alta Verapaz and two of Baja Verapaz, in which the poorest smallholder groups live, to be gradually expanded later to other programme areas.
- Follow the specific targeting of different beneficiary categories (smallholders, tenant farmers, share croppers, cooperative members or users of community lands, and landless families) and different ethnic groups (indigenous and *ladinos* populations).
- Encourage group and participatory activities. Groups and organizations will be strengthened so that they can articulate their demands and gradually take responsibility for the implementation and maintenance of programme activities in order to guarantee sustainability.
- Adopt a gender-oriented approach throughout all programme activities in order to ensure equal access to resources and participation by men and women. The targeting of women and youth will be a priority.
- A “reference menu” of potential activities and options will be used in order to: (i) clearly point out the specific activities in which the programme will be involved; (ii) achieve a critical number of activities; and (iii) avoid over-expansion and overlapping of activities that are being or could be undertaken by other development organizations.
- Capacity-building of the target group to provide them with the necessary skills to plan and determine for themselves priority activities. This will lead to an expansion of the menu of services initially proposed by the programme and the need to resorting to the Reserve Fund.
- Implementation of programme activities will be carried out through service agreements with private and public service providers that will work in the programme area and will be co-implementers together with their clients.
- Complementary interventions will include coordination with the Ministry of Agriculture for technical support and policies, with the Ministry of Health to strengthen primary health systems at the village level, as well as with the Ministry of Education and any other development projects that are active and involved in welfare issues in the programme area.



ORGANIGRAMA

Organigrama de la Unidad Coordinadora del Programa (UCP)



LOGICAL FRAMEWORK

Sector Goal: To reduce poverty among the rural indigenous population in the poorest municipalities of the Verapaces provinces	Indicators Improvement of key poverty indicators in target municipalities: income, food security, health and nutritional status	Means of verification National Poverty Assessment Population and agricultural census Household surveys	Assumptions
Programme Objective To support men and women from local communities to restructure the social fabric and to develop their production system in a sustainable manner	By the end of the programme: <ul style="list-style-type: none"> • 80% of the participating households are above the poverty line. • 50% of the participating households register a 30% increase in assets. • 50% of the participating communities have improved socio-economic infrastructure. 	External evaluation using participatory methodologies Agricultural statistics Annual supervision reports	<ul style="list-style-type: none"> • peace process is continued and consolidated • land-titling process is advanced • macroeconomic stability is sustained
Results/Outputs <ol style="list-style-type: none"> 1. Peasant and social organizations trained and consolidated 2. Productive systems and support services to production improved 3. Role of women in productive and social activities strengthened 4. Reduced natural resources degradation, creation of forest resources and increase and diversification of tree coverage in peasant farms 5. Rural microenterprises created and strengthened 6. Marketing systems improved 7. Rural financial services improved with more smallholder clients served 8. Community social and productive initiative supported 	<ul style="list-style-type: none"> • 125 organizations trained, consolidated and functioning • in 50% of them, women hold positions in management committees • 25 service provision agreements for formal and 100 for informal groups under implementation • 2 500 producers belonging to formal groups and 7500 to informal groups experience increase/improvement of agricultural production activities • 60 women groups formed and engaged in productive/labour-saving activities • advance of agricultural frontier controlled • 1 800 ha reforested • 3 600 ha of natural forest managed • 1 500 ha of agroforestry established • 1 000 rural families participating in income-generating activities from microenterprises • 40 marketing groups strengthened or established and functioning efficiently • at least 4 financial intermediaries functioning efficiently in the programme area • 4 800 new savers • 3 000 new borrowers • 1 000 social or productive projects completed • 50% of projects address constraints faced by women 	<ul style="list-style-type: none"> Progress reports Beneficiary assessment Progress reports from service providers Progress reports Beneficiary assessments Progress reports Forestry Department monitoring system Progress reports Evaluation by participants Progress reports Evaluation by the participants Progress reports Client consultation Reports of financial intermediaries Progress reports Self-evaluation by beneficiary groups 	<ul style="list-style-type: none"> • active participation of communities members and leaders • adequate institutional framework for rural development programmes • adequate transport infrastructure • potential markets opened • easier access to training services and input supply • marketing systems operating efficiently • stable producer prices • stability of interest rates • appropriate regulatory framework for rural financial services for smallholders • community participation in maintenance



9. Feeder road network extended and improved	<ul style="list-style-type: none"> • 60 km of feeder road rehabilitated or improved • 570 km of feeder roads maintained • Access to markets for local population improved 	Progress reports Beneficiary assessment	
Activities 1. Support for grass-roots organizations and programme promotion 2. Support for sustainable productive development <ul style="list-style-type: none"> • Support services for agricultural production • Sustainable management of natural resources • Support services for rural marketing groups and microenterprises 3. Strengthening of rural financial services <ul style="list-style-type: none"> • institutional strengthening of financial intermediaries • credit funds 4. Community socio-economic initiatives <ul style="list-style-type: none"> • Income-generating activities, labour saving technologies, small social infrastructure • Rural feeder roads 5. Programme coordination and evaluation <ul style="list-style-type: none"> • management, administration and coordination of activities • Programming, M&E 6. Reserve Fund	Inputs USD 1.84 million USD 3.4 million USD 3.5 million USD 0.56 million USD 1.44 million USD 1.57 million USD 2.38 million USD 2.17 million USD 1.25 million USD 6.5 million	Means of verification Progress reports and disbursements Progress reports from service providers Progress reports and disbursements (quarterly) Progress reports from FIs and BANRURAL Progress reports and disbursements (quarterly) Progress reports and disbursements (quarterly) Mid-term review	Assumptions <ul style="list-style-type: none"> • smallholder demands articulated • potential partner institutions with sufficient technical and management capacity • supply of adequate technologies • PINFOR incentives adequate for smallholders • Adequate financial performance of BANRURAL • FIs interested in providing services in the area • other sources of credit available • Service providers with capacity and experience in the area • Response from the communities • COVIAL * actively participates • Coordination with PLV established • Contractors interested in bidding for small-scale works

* COVIAL = National Coordinating Unit for Roads.



FINANCING PLAN BY CATEGORIES

(USD 000)

CATEGORY	IFAD		OPEC Fund		Beneficiaries		Government		Total		Foreign Exchange	Local Excluding Taxes	Duties and Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
I. Civil works (rural roads and infrastructure)	1 140	39.5	1 130	39.2	324	11.2	289	10.0	2 883	11.1	---	2 594	289
II. Reforestation	564	20.8	1 005	37.	300	11.1	844	31.1	2 713	10.4	1 977	465	271
III: Vehicles, materials and equipment	687	80.6	---	---	---	---	165	19.4	852	3.3	663	24	165
IV. Credit	872	100.0	---	---	---	---	---	---	872	3.4	274	598	---
V. Contract services	2 766	61.0	1 120	24.7	195	4.3	456	10.1	4 537	17.5	1 404	2 677	456
VI. Training, studies and technical assistance													
(a) Training	738	100.0	---	---	---	---	---	---	738	2.8	151	587	---
(b) Studies	219	73.5	79	26.5	---	---	---	---	298	1.1	84	214	---
(c) Technical assistance	725	100.0	---	---	---	---	---	---	725	2.8	454	271	--
VII. Operational costs													
(a) Incremental costs	2 220	68.0	---	---	---	---	1 043	32.0	3 263	12.6	---	3 263	---
(b)Operational costs	1 226	70.4	---	---	---	---	516	29.6	1 742	6.7	434	1 234	75
(c)Rural roads maintenance	---		309	80.1	77	19.9	---	---	386	1.5	199	187	---
VIII. Reserve fund	3 843	55.0	1 357	19.4	1 404	20.1	387	5.5	6 991	26.9	2 212	4 432	350
TOTAL Costs	15 000	57.7	5 000	19.2	2 300	8.8	3 700	14.2	26 000	100.0	7 852	16 546	1 606





ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS

INTERNAL RATES OF RETURN

Internal Rate of Return (IRR) = 15.7%

Net Present Value (NPV) 10.0% = 5646.5

SWITCHING VALUES AT 10.0%

STREAM	APPRAISAL VALUE	SWITCHING VALUE	PERCENTAGE CHANGE
Total Benefits	49 849.4	44 202.9	-11.3%
Total costs	44 202.9	4 989.4	12.8%